

Poursuivre les mobilisations pour une réforme juste et durable du système des retraites par un autre partage des richesses.

Les manifestations et les grèves du 7 septembre ont été partout une très forte réussite. Ces résultats témoignent que la majorité de nos concitoyens refuse que les retraités d'aujourd'hui et de demain payent en fait les conséquences d'une crise dont ils ne sont en rien responsables. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Le discours qui veut faire croire qu'il ne s'agirait que d'une logique démographique n'est pas recevable. Ce n'est pas parce que nous vivons plus longtemps qu'il faudrait travailler plus longtemps, sauf si le gouvernement s'inscrit dans la ligne de Mme Parisot, présidente du Medef, qui déclarait il y a peu « On n'est pas fichu à 60 ans ! » Certes, dans la plupart des cas, les personnes ne sont pas encore mortes à 60 ans. Mais faudrait-il donc que les travailleurs travaillent « jusqu'à ce qu'ils soient totalement fichus » ? Il est facile, pour celles et ceux qui ont eu toute leur vie un chauffeur, une femme de ménage, une baby-sitter, de ne pas être fatigués et moins efficaces à 60 ans qu'à 40. Il est très facile, pour celles et ceux qui ont toujours vécu de leurs rentes, d'être encore en pleine forme à 60 ans pour continuer de les percevoir : ce sont d'autres qui transpirent pour eux !

Le gouvernement et le patronat, avec leur réforme, veulent voler à toutes celles et tous ceux qui ont travaillé toute leur vie, deux ans de cette vie. Les deux années qu'il faudra travailler en plus seront, dans la plupart des cas, les plus difficiles ; même si, à 60 ans, les personnes ne sont pas concrètement handicapées « à plus de 10% », selon le seul critère retenu maintenant dans le projet gouvernemental, elles sont fatiguées, récupèrent moins bien, sont moins rapides, ont des douleurs, etc. Et ces deux années auraient été, le plus souvent, les deux années les plus belles de leur retraite, celles où leur état de santé leur permettrait encore de concrétiser des envies, stockées tout au long de leur vie, seules, en famille, avec leurs enfants et petits-enfants, avec des camarades, etc.

Le prétexte démographique ne tient pas. La productivité du travail est déterminante, comme le plein emploi et le niveau des salaires. La vraie réponse est dans un autre partage des richesses, qui est largement possible quand on met en balance l'état de la France en 1945 / 1950 quand la Sécurité sociale a été mise en place, et les richesses qui existent dans le pays aujourd'hui. Pour le gouvernement, porte-parole des entreprises du CAC 40, des grosses fortunes et des capitaux mobiles et spéculatifs, c'est une question hors sujet. Pour l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS), c'est la question clé.

L'UNIRS regrette que l'intersyndicale ait majoritairement repoussé l'idée de « battre le fer pendant qu'il était chaud », et de ne pas appeler, au lendemain des succès du 7, à une nouvelle journée de grèves et de manifestations en fin de semaine suivante. Comme l'Union syndicale Solidaires, elle appelle à des initiatives le 15 septembre, jour du 1^o vote par les députés. Et surtout, il faut être encore plus nombreux dans les rues le 23 septembre. Le gouvernement, comme ses prédécesseurs, comme ceux des pays voisins, veut montrer son inflexibilité. Tout dépend de nous !

